

# Refuges pour femmes violentées, 2012

*Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le jeudi 27 février 2014*

---

Le 18 avril 2012, dans le cadre de l'Enquête sur les maisons d'hébergement (EMH), on a dénombré 601 refuges pour femmes violentées au Canada. À cette date de l'instantané de l'enquête, 4 566 femmes et 3 570 enfants à charge résidaient dans un refuge. Près des trois quarts de ces femmes (74 %) s'y trouvaient principalement parce qu'elles avaient été victimes de violence, ce qui représente un taux de 23 femmes pour 100 000 femmes âgées de 15 ans et plus au Canada.

La majorité des femmes et des enfants résidant dans un refuge le 18 avril 2012 se trouvaient dans une maison d'hébergement (34 %), une maison d'hébergement de deuxième étape (25 %), un refuge d'urgence (22 %) ou un centre d'urgence pour femmes (13 %). La proportion restante de 5 % des femmes demeuraient dans un autre type d'établissement, comme un réseau de maisons d'hébergement ou un logement provisoire.

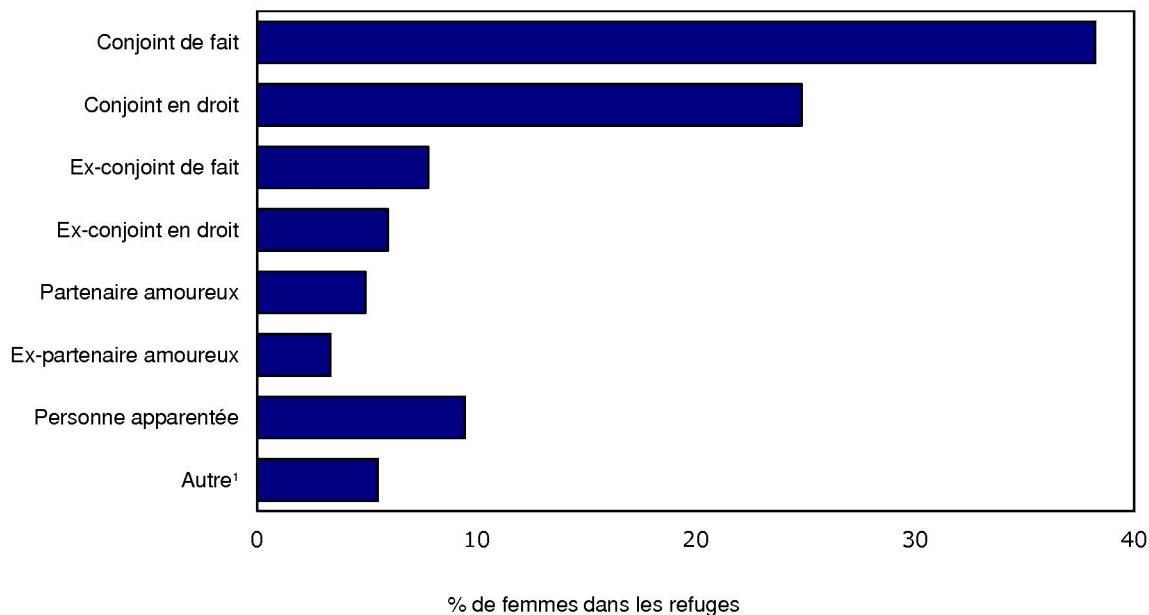
Environ le tiers (33 %) des femmes qui se trouvaient dans un refuge au Canada le jour de l'instantané y avaient séjourné auparavant. Le taux de réadmission le plus élevé a été enregistré dans les refuges d'urgence, où, au jour de l'instantané, près de la moitié (49 %) des résidentes y avaient déjà séjourné.

Les femmes hébergées dans un refuge le 18 avril 2012 ont déclaré diverses raisons pour lesquelles elles cherchaient à y être admises. En moyenne, chaque femme a indiqué cinq raisons différentes de chercher refuge, la majorité d'entre elles ayant mentionné la violence psychologique (68 %) et la violence physique (52 %).

Parmi les femmes qui ont indiqué que la violence était la principale raison les ayant motivées à chercher refuge le jour de l'instantané, la plupart (68 %) ont déclaré que l'agresseur était leur partenaire intime actuel. Par ailleurs, 17 % des femmes ont mentionné que leur agresseur était un ex-partenaire intime.



**Graphique 1**  
**Lien de l'agresseur avec la victime chez les femmes hébergées dans les refuges, Canada, le 18 avril 2012**



1. Comprend les fournisseurs de soins, les amis, les connaissances, les symboles d'autorité et les autres liens non indiqués.

Parmi les femmes qui ont cherché refuge principalement pour fuir une situation de violence le 18 avril 2012, plus de la moitié (53 %) étaient accompagnées de leurs enfants. Plus du quart (27 %) des femmes hébergées n'avaient pas d'enfants ni de responsabilités parentales, alors que 19 % étaient venues au refuge sans leurs enfants.

Les responsables des refuges ayant répondu à l'EMH ont déclaré que les situations de violence qui poussent les femmes à chercher refuge sont rarement signalées à la police. En ce qui concerne la situation de violence la plus récente, les refuges ont déclaré qu'une minorité des incidents de violence (32 %) avaient été portés à l'attention de la police.

Le 18 avril 2012, 379 femmes et 215 enfants se sont vu refuser l'admission dans un refuge au Canada. Le manque de place dans le refuge représente la raison la plus fréquente du refus, ce qui correspond à plus de la moitié (56 %) de tous les cas de refus.

**Note aux lecteurs**

*Le présent rapport est fondé sur les données de la plus récente Enquête sur les maisons d'hébergement, une enquête nationale bisannuelle menée auprès des établissements d'hébergement qui offrent un refuge aux femmes victimes de violence et à leurs enfants. Cette enquête vise à recueillir des renseignements qui permettront d'établir le profil des services d'hébergement offerts aux femmes violentées et à leurs enfants au cours des 12 mois précédents, de même qu'à fournir de l'information sur la clientèle servie.*

---

**Données offertes dans CANSIM : tableaux 256-0013 à 256-0015 et 256-0017.**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3328.**

L'article du bulletin *Juristat* : « Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2012 » (85-002-X) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*. Choisissez *Tous les sujets*, ensuite *Crime et justice*, puis *Juristat*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).